

Lettre d'information

www.oecd.org/dev

Dans ce numéro ...



par Céline Kauffmann et Lucia Wegner
PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES EN AFRIQUE

- Thème central
- Nouvelles du Centre
- Calendrier des réunions du Centre pour 2004
- Activités de la Directrice
- Échanges, compétitivité et capacités d'adaptation
- Financement du développement et gouvernance
- Institutions sociales et dialogue
- Perspectives en Afrique
- Communication et dissemination

Un sujet largement controversé

La privatisation est un sujet largement controversé, dans les pays développés comme dans les pays en développement, car elle met en question le rôle de l'État dans les économies modernes. En Afrique, c'est un phénomène assez récent qui a débuté en Côte d'Ivoire en 1960, mais qui s'est accéléré de façon spectaculaire dans les années 1990 sous la pression des institutions de Bretton Woods. Les programmes de privatisation concernent aujourd'hui 38 pays d'Afrique subsaharienne et suivent le processus amorcé dans les pays de l'OCDE au milieu des années 1980. La plupart des petites et moyennes entreprises du secteur ouvert à la concurrence ont été privatisées au début des années 1990, les plus grandes entreprises rejoignant le mouvement dans la seconde moitié de la décennie, y compris, ces dernières années, les sociétés de services publics de réseau.

Privatisations et pauvreté

Évaluer les résultats de la privatisation est une tâche complexe, non seulement du fait de la faible qualité des données, mais surtout de la mise en œuvre récente et du caractère multidimensionnel du processus. Dans le contexte africain, le débat est compliqué également par la priorité donnée à la lutte contre la pauvreté. Les résultats de la privatisation

doivent donc être évalués en termes d'efficacité économique bien sûr, mais également en termes de bien-être social (avec la question sous-jacente de la stabilité politique) et des aspects à long terme tels que le développement des capacités locales. Une telle analyse se révèle particulièrement utile dans le cas des services de réseau dont la privatisation semble soulever des problèmes sectoriels spécifiques, liés à la nature stratégique de ces entreprises : elles sont de grande taille, fournissent à la fois des facteurs de production et une part essentielle de la consommation des ménages et déterminent en grande partie le bien-être des populations.

Les privatisations sont souvent considérées comme préjudiciables aux pauvres, car elles entraînent la suppression de subventions aux biens et services dont cette catégorie de population a besoin, tels que l'eau, l'électricité ou les transports publics. Cependant, l'expérience montre que les subventions versées aux entreprises d'État ne sont pas toutes destinées à faire reculer la pauvreté, principalement parce que ce sont les plus riches qui ont accès aux services concernés. À l'inverse, l'argent public épargné grâce à la privatisation peut être investi dans des projets ciblés de lutte contre la pauvreté. Le principal acquis de la privatisation est ainsi une clarification du rôle de l'État. De plus, la privatisation peut permettre d'améliorer la productivité avec à la clé une réduction des coûts et un accroissement de l'offre.

Des réformes appropriées et un cadre réglementaire adéquat sont nécessaires

Les récentes expériences en Afrique ont montré que la privatisation couplée à une réglementation appropriée et à un engagement politique fort s'est révélée une solution de rechange intéressante à la gestion étatique des services collectifs, assurant un accès à un nombre accru de consommateurs et une augmentation globale de la qualité du service. Les exemples de la compagnie de télécommunications Sonatel du Sénégal et celle d'électricité de la Côte d'Ivoire (CIE) l'attestent, puisque leur privatisation a mené dans les deux cas à une extension substantielle des réseaux.

Ces exemples de privatisations réussies ne devraient cependant pas masquer l'ampleur des échecs, en particulier dans le domaine des services. Les faits montrent en effet que l'impact des privatisations sur les prix et l'accès aux services dépend en réalité des caractéristiques sectorielles. Dans le cas des télécommunications, il est probable que les prix baissent, car le transfert de propriété s'accompagne souvent d'une intensification de la concurrence, suite à l'attribution simultanée d'une ou de plusieurs licences de téléphonie mobile et, parfois, d'une seconde licence de téléphonie fixe. En revanche, la privatisation de l'électricité et de l'eau se traduit généralement par des hausses tarifaires, l'ampleur des coûts irrécupérables faisant obstacle à la libéralisation de ces secteurs. De plus, en l'absence d'un cadre réglementaire adéquat, la recherche du profit maximal dissuade les entreprises privatisées d'investir massivement et d'étendre les réseaux, ce qui empêche encore davantage les communautés rurales et les citoyens pauvres d'accéder aux réseaux d'électricité et d'eau.

Un processus incomplet, qui peut être amélioré

En conclusion, le processus de privatisation en Afrique est encore loin d'être achevé, étant donné qu'il rencontre une hostilité importante dans certains pays. La présente évaluation est donc d'autant plus utile que les leçons tirées des dix dernières années peuvent être exploitées afin d'améliorer les méthodes de transfert de propriété pour les entreprises restant à privatiser, qui, dans un certain nombre de pays, comptent parmi les plus grandes et les plus stratégiques. En outre, la manière dont est gérée la privatisation a un impact considérable sur l'opinion

Une analyse des privatisations en Afrique

L'étude *Privatisation en Afrique subsaharienne : un état des lieux* a été élaborée dans le cadre du projet mené conjointement avec la Banque Africaine de Développement, *Perspectives Economiques en Afrique*, qui analyse dans son rapport annuel la situation socio-économique d'une série de pays. A partir d'une base de données de la Banque mondiale, complétée par les auteurs, cette étude dresse un vaste panorama des processus de privatisation en termes d'ampleur, d'évolution, de répartition sectorielle et de méthodes dans 48 pays africains jusqu'à 2002. Le processus de privatisation mis en œuvre jusqu'à présent en Afrique y est évalué à la lumière de quatre objectifs, pris sous l'angle des différents bénéficiaires potentiels : l'amélioration de l'efficacité économique, l'assainissement des finances publiques, l'amélioration de l'accès et la baisse des prix pour les consommateurs et le développement d'un secteur privé local. Il ressort de cette étude que la question essentielle soulevée par les privatisations est dans quelle mesure leurs effets redistributifs sont favorables aux pauvres.

publique et sur ses réactions à des programmes de privatisation ultérieurs, et plus généralement à tout programme d'ajustement structurel. Les économistes du développement, ainsi que les bailleurs internationaux qui sont les principaux promoteurs des initiatives de privatisation dans les pays d'Afrique, doivent donc se préoccuper sérieusement des résultats de ces réformes.



Nouvelles du Centre

Lors de sa réunion du 21 janvier, le **Comité directeur** s'est réjoui d'apprendre que le Royaume-Uni avait décidé de donner au Centre une généreuse contribution financière pour l'aider dans son processus de restructuration et participer au financement de son programme de travail pour les trois prochaines années. Le Royaume-Uni qui avait quitté le Centre il y a quelques années, s'est cependant toujours intéressé à ses travaux. D'autres soutiens financiers récents émanant d'anciens pays membres du Centre traduisent cet intérêt renouvelé pour le Centre. Des contributions volontaires reçues des gouvernements de la Suisse, de la France et du Portugal permettront également d'élargir et d'approfondir certains volets du programme en cours.



Louka T. Katseli, Basilio Horta, Donald Johnston, Ulrich Hiemenz et Kiyotaka Akasaka et le personnel du Centre de développement

Le 10 Février, le secrétaire général, **Donald Johnston**, accompagné du secrétaire général adjoint, **Kiyotaka Akasaka** ont visité les nouveaux locaux du Centre lors d'une session d'information avec l'équipe de chercheurs. Après une discussion animée de deux heures, M. Johnston a exprimé sa satisfaction pour les travaux en cours et s'est félicité de l'intégration et de la coopération croissante du Centre avec les autres unités du pôle développement de l'Organisation. Le Centre a-t-il observé a pris « un nouveau départ » et il l'appuiera totalement dans cette démarche.

Des réunions d'information sont désormais régulièrement organisées avec les Ambassadeur de l'OCDE et des pays membres du Centre de développement. Par ailleurs, un système ciblé de contacts entre les professionnels du Centre et les capitales est en cours de construction pour assurer un échange d'informations plus efficace entre le Centre et les capitales.

Le 15 mars, la réunion du Comité directeur a examiné les propositions d'activités pour 2005-2006 et a donné un avis positif au Conseil de l'OCDE concernant les demandes d'adhésion du Mozambique et de la Roumanie au Centre de développement.

Calendrier des réunions du Centre de développement pour 2004 (au 1 avril 2004)

19-20 avril (DEV / SGE / Ministère des Finances du Japon) : L'impact et la cohérence des politiques des pays membres de l'OCDE sur les économies en développement d'Asie: réunion des auteurs à mi-parcours [cendev.contact@oecd.org].

7 mai Séminaire : Présentation par M. Mukesh Gulati, point focal de l'ONUDI pour le programme de développement des grappes d'entreprises sur « PME, grappes d'entreprises et pauvreté - L'expérience de l'Inde ».

24 mai Lancement du rapport 2003-2004 sur les Perspectives économiques en Afrique lors de la réunion annuelle du Comité directeur de la Banque africaine de développement, Kampala [contact : Sandrine.sabatier@oecd.org].

10-11 juin DEV / SGE - Séminaire d'experts sur l'impact et la cohérence des politiques des pays membres de l'OCDE sur les économies en développement d'Asie, en collaboration avec le Ministère des Finances du Japon [cendev.contact@oecd.org].

juillet (à confirmer) Centre de Développement / Banque africaine de développement - Forum international sur les perspectives économiques africaines, sur le thème « L'offre d'énergie en Afrique et la lutte contre la pauvreté » [contact : teresa.wells@oecd.org].

29-30 septembre Centre de Développement / DCD GOVNET - « La décentralisation bénéficie-t-elle aux pauvres ? » [contact johannes.jutting@oecd.org]

Autres réunions contact Henri-Bernard Solignac Lecomte: hbsl@oecd.org

Activités de la Directrice du Centre, Louka T. Katseli et du Directeur adjoint, Ulrich Hiemenz

Dix ans après la dévaluation du franc CFA, le professeur Louka Katseli a participé à un atelier qui analysait les perspectives des pays africains de la zone franc. Organisé à l'initiative d'un ancien ministre des finances de la France, actuellement président du Comité Euro 50, Edmond Alphandéry, des Gouverneurs de Banques centrales d'Afrique de l'ouest et d'Afrique Centrale ont participé à cette réunion de même que des responsables politiques africains et européens.

- Madame Katseli a présidé une session sur les perspectives du CFA, aujourd'hui lié à l'Euro. Citant une étude du Centre de développement [Taux de change : Ni Fixes ni flottants](#) (2002) elle a évoqué les risques d'instabilité du Franc CFA alors que l'Euro et le Dollar flottent. Compte tenu des effets négatifs d'un Euro fort, elle a préconisé une plus grande flexibilité dans la gestion des taux de change de la zone CFA. Les autres domaines

Autres Editeurs, articles et contributions à des revues

Cohen, Daniel (2004), "Dollar faible, Amérique forte ?", *Le Monde*, 21 janvier, pp. 1-16.

Cohen, Daniel (2004), "Le voile de l'ignorance", *Le Monde*, 17 février, pp. 1-17.

Cohen, Daniel (2004), "C'est l'économie stupide", *Le Monde*, 16 mars, pp. 1-12

Cohen, Daniel, (2004), *La mondialisation face à ses ennemis*, Grasset, Paris.

Cohen, Daniel, (2003), "Our Modern Times : the New Nature of Capitalism in the Information Age", *Enterprise and Society, Reviews*, December, v. 4, no 4, pp. 717-718.

Interview

Le point de vue de Daniel Cohen au Monde, 17 janvier 2004, p. 17 : *L'Euro fort pénalise les entreprises et inquiète les gouvernements*. Autres Editeurs, articles et contributions à des revues

Activité II : Financement du développement et gouvernance

Les travaux du Centre portent sur l'identification de sources financières alternatives et supplémentaires pour atteindre les Objectifs de développement du millénaire. Un *Cahier de politique économique* sera publié prochainement sur ce sujet. Dans l'esprit de faciliter le développement des flux financiers et du secteur privé, un séminaire a réuni des experts et des décideurs en Afrique du Sud. Une étude intitulée *Culture de gouvernance et développement : Intérêt de l'expérience française pour les pays en développement et les économies émergentes* (titre provisoire) sera prochainement publiée.

Séminaire et Conférences*Séminaires informels*

Martin Grandes et Nicolas Pinaud ont présenté le 23 janvier au siège de l'OCDE un séminaire sur leurs travaux en cours et sur le *document de travail 230 « La prime de risque de change et le coût de la dette libellé en monnaie locale en Afrique du Sud »*. Ce séminaire a donné lieu à un débat animé sur la méthodologie, les sources des données et les implications politiques. Parmi les intervenants, Régis Avanthay, chef de la division « Développement durable et questions globales » à l'Agence de coopération suisse et Joaquim Oliveira Martins du Département Economique de l'OCDE ont souligné

l'importance de trouver des solutions pour réduire les coûts des capitaux dans les pays en développement. Le document de travail 230 a été repris par ELDIS en mars (<http://www.eldis.org/debt/index.htm>)

Missions Conférences et Autres activités

Une conférence importante réunissant des décideurs, des experts et des praticiens en provenance d'Afrique du Sud et d'autres pays de la région d'Afrique australe, dont de hauts représentants des banques centrales, d'éminents universitaires, s'est tenue à Johannesburg les 25 et 26 mars. Organisée pour le Centre de développement par Helmut Reisen, Nicolas Pinaud et Martin Grandes, la Conférence s'est déroulée en partenariat avec « the Bond Exchange » d'Afrique du Sud, la Deutsche Bank d'Afrique du Sud, la Rand Merchant Bank et la Banque mondiale, le thème central étant la réduction de la dette dans la région. Les quelque 50 participants ont aussi fait le point de l'intégration financière en Afrique du sud et dans la zone rand. Cette rencontre s'inscrivait dans le cadre de la mission du Centre, facilitateur de dialogue entre les acteurs sur le terrain, et constitue l'un des volets d'un important projet financé par la Coopération suisse pour réduire le coût de la dette en Afrique australe. Pour plus d'informations, consulter le site du centre.

Helmut Reisen a participé le 11 mars à Paris à un Atelier conjoint du Comité de l'Investissement international et du Comité d'aide au développement au cours duquel il a présenté les recherches du Centre sur le rôle des garanties publiques dans le développement. Il a également rencontré des représentants des autorités françaises pour finaliser une proposition d'activité visant à définir le rôle des garanties publiques pour favoriser le développement dans le contexte du financement des Objectifs du millénaire.

Charles Oman a participé à une Conférence du Mouvement mondial pour la démocratie, à Durban, Afrique du Sud, du 1 au 4 février où il a dirigé une session consacrée à « démocratie, gouvernance et marché : assurer la participation des partis politiques et du secteur privé dans l'élaboration des politiques ». Il est également intervenu dans la session sur « le rôle des associations d'entreprises dans la gouvernance démocratique ». Lors de son séjour il a rencontré Xavier CARIM, Directeur des négociations commerciales multilatérales au Ministère du Commerce et de l'Industrie d'Afrique du Sud.

Charles Oman (à l'instar de la Directrice et Federico Bonaglia) a également participé à la réunion

d'Istanbul sur les Partenariats pour le développement en Asie Centrale et dans le Caucase, au cours de laquelle il a présenté les travaux du Centre sur les politiques susceptibles d'attirer les investissements étrangers.

Martin Grandes a donné un séminaire à l'American University of Paris le 28 janvier sur « Convergence and Divergence in Sovereign Bond Spreads: Theory and Facts from Latin America ».

Marta Menendez Rodriguez-Vigil a rejoint l'équipe pour travailler avec Helmut Reisen sur le projet Financement du développement, en particulier sur « le fonds mondial comme modèle de financement des Objectifs du développement du millénaire ». De nationalité espagnole, Maria est diplômée de l'Université d'Oviedo et de l'Université Catholique de Louvain. Sa thèse de doctorat « Essais sur la mobilité et l'inégalité du revenu » a été réalisée sous la direction de François Bourguignon. Elle a occupé plusieurs poste d'enseignant à la Sorbonne, à Cornell University, à la Pontificia Universidade Catolica de Rio de Janeiro ainsi qu'au Delta. Elle a également effectué des consultations pour la Banque Mondiale.



Activité III : Institutions sociales et Dialogue

L'impact des normes sociales, des lois coutumières et des codes de conduites sur le rôle des femmes dans l'économie, tel est le thème d'un projet conduit par Christian Morisson et Johannes Jütting. Contrairement à ce qui est communément admis, leurs premiers résultats font apparaître que les institutions sociales sont le seul facteur important déterminant la participation des femmes dans les activités économiques en dehors de la famille et du ménage. Ils arrivent à la conclusion que, pour améliorer l'efficacité de l'aide, les donateurs doivent tenir compte de barrières institutionnelles enracinées, discriminatoires à l'encontre des femmes.

Missions, conférences et autres activités

Henri-Bernard Solignac Lecomte a participé les 4 et 5 février à la deuxième Table ronde internationale sur la gestion axée sur les résultats du développement (<http://www.mfdr.org/>) organisée par les banques multilatérales de développement et le CAD de l'OCDE à Marrakech (Maroc). A cette occasion, il a accordé un entretien à Radio France internationale, diffusé le 6 février.

Nicolas Pons Vignon a été invité par l'USAID pour participer les 4 et 5 mars 2004 à la « Semaine Rurale » de la Banque mondiale à Washington DC. Il a pris part à l'atelier *Traduire les principes en action : leçons et défis* organisé par le « Land Thematic Group » (LTG). L'objectif de cette réunion était de discuter de la mise en œuvre du rapport de la Banque sur les Politiques foncières pour la croissance et la réduction de la pauvreté. Nicolas a présenté les conclusions du Document de travail n° 233 du Centre intitulé « Land, Violent Conflict and Development ». A l'issue de cette présentation, les participants ont unanimement reconnu qu'il fallait davantage intégrer politiques foncières et gestion des conflits et qu'une plus grande consultation sur les moyens pour y parvenir était nécessaire. Pour plus d'informations, consultez la page web du Centre sur « Terres et conflits » à l'adresse : www.oecd.org/dev/land.

Le 25 mars, **Johannes Jütting** a présenté devant le Réseau de gouvernance (GOVNET) du Comité d'aide au Développement (CAD) les derniers résultats du projet sur « La décentralisation bénéficie-t-elle aux pauvres ? ». Il a également fait état d'une proposition d'atelier conjoint entre le Centre de développement de la CAD qui se tiendrait sur ce thème les 29 et 30 septembre à Paris.

Chercheurs invités, consultants et stagiaires

Elena Corsi, de nationalité italienne effectue un stage au Centre de février à juillet sous la direction de Johannes Jütting. Elena est diplômée de l'Université de Florence Cesare Alfieri et a obtenu un Masters in development studies à la London School of Economics.

Publications

Borner, Sylvio, Frank Bodmer et Markus Kobler (2004), *L'efficacité institutionnelle et ses déterminants: le rôle des facteurs politiques dans la croissance économique*, Études du Centre de développement.

Pons-Vignon, N. et H.-B. Solignac Lecomte (2004), *Land, Violent Conflict and Development* Centre de développement Document de travail n° 233

Autres éditeurs, Articles et contributions à des revues

Jütting, J. (2004), "Do Community-based Health Insurance Schemes Improve Poor People's Access to Health Care? Evidence from Rural Senegal", *World Development*, février 2004, n° 2.

Jütting, J. (2004), Social Health Insurance in Senegal. *Agriculture & Rural Development*, Vol. 11, No. 1, pp. 18-20.

« OECD Development Centre : Emerging Africa », par Henri-Bernard Solignac Lecomte et Jean-Claude Berthélemy, in *African Entrepreneurship and Private Sector Development* / dir. pub. Karl Wohlmuth *et al.* – Münster ; Hambourg : LIT, 2004. xxxiii, 643 p. – (African development perspectives yearbook ; Bd 9/ Universität Bremen. (Research Group on African Development Perspectives), pp. 587-590.

Activité IV : Perspectives économiques en Afrique

La troisième édition du rapport sur les perspectives économiques en Afrique est en cours de préparation et sera lancée le 24 mai à l'occasion de la réunion annuelle de la Banque africaine de développement à Kampala. En janvier et février, des missions de terrain ont été effectuées au Sénégal, en Zambie, au Gabon et au Burkina Faso.

Mission, conférences et autres activités

L'équipe des perspectives économiques en Afrique a rencontré des représentants des gouvernements, du secteur privé et de la société civile, ainsi que des donneurs bilatéraux et multilatéraux pour mettre à jour les notes pays et rassembler les données statistiques récentes sur les pays étudiés. Chacune des missions sur le terrain a bénéficié de l'aide d'un consultant local.

Lucia Wegner et Johannes Jütting se sont rendus en Zambie du 2 au 10 février

Christine Rossellini et Henri-Bernard Solignac Lecomte ont effectué une mission au Sénégal du 7 au 14 janvier

Nicolas Pinaud et Jean Claude Berthélemy sont allés au Burkina Faso du 14 au 21 janvier

Christine Rosellini et Nicolas Pinaud se sont rendus au Gabon du 23 février au 1 mars.

Le 19 février, Céline Kauffmann et Jean-Claude Berthélemy ont présenté les principaux résultats de l'étude du Centre de développement *Privatisation en Afrique subsaharienne: un état des lieux* (thème central de la seconde édition du rapport AEO) à l'occasion de la 4e édition du Forum de Bamako, en présence du Président de la République du Mali et de nombreux hauts représentants des gouvernements et d'institutions internationales.

Publication du Centre

Berthélemy, Jean-Claude, Céline Kauffmann, Marie-Anne Valfort and Lucia Wegner (2004) *Privatisation*

en Afrique subsaharienne: un état des lieux, Études du Centre de développement, Paris.

Chercheurs invités, Consultants et stagiaires

Federica Marzo, de nationalité italienne, participe depuis le début du mois de février aux travaux statistiques et économétriques du projet Perspectives économiques en Afrique. Elle prépare actuellement un doctorat en Economie du développement à l'Université de Paris I après une double maîtrise en sciences économiques et en relations internationales.

Activité V : Communication et Dissémination

Le Centre a mis au point un nouveau concept pour harmoniser ses publications et ses documents tout en maintenant un lien avec le système antérieur avec l'utilisation d'un mappemonde pour la charte graphique. Une étude a été publiée, une autre est en cours d'impression. Par ailleurs, le premier numéro de la série *Repères* a été mis sur le site et sera suivi prochainement de deux autres numéros. La mise à jour et l'amélioration du site Internet se poursuivent en mettant l'accent sur des événements qui s'inscrivent dans la conjoncture économique actuelle, telles les conférences d'Istanbul et de Johannesburg, sources d'informations pertinentes et rapides pour les media.

Missions, conférences et autres activités

Colm Foy a participé le 4 mars à Bruxelles au Comité intérimaire de l'Association européenne des Instituts de formation et de recherche sur le développement. L'un des points à l'ordre du jour concernait l'organisation de la Conférence générale de l'EADI qui se tiendra à Bonn en 2005 et la préoccupation constante d'améliorer la qualité et le nombre des membres.

Chercheurs invités, Consultants et stagiaires

Rebecca Sampson est en stage à l'Unité communication dans l'équipe éditoriale jusqu'au mois de juin. Titulaire d'un BA d'anthropologie de l'Université de Californie, Berkeley, elle prépare un Master en relations internationales et en diplomatie auprès de l'American Graduate School of International Relations and Diplomacy de Paris. Son mémoire de maîtrise porte sur le thème de la corruption des pouvoirs publics et du défi qu'elle représente pour le développement durable en Amérique latine : « Government Corruption as a challenge to sustainable development in Latin America and the solutions to be found in grassroots ».

Pour voir nos nouveaux Documents de travail :

www.oecd.org/dev/wp

et

Centre de développement *Repères*

www.oecd.org/dev/reperes

Centre de développement de l'OCDE

Le Seine St Germain

12 boulevard des Iles

92130 Issy-les-Moulineaux

France

Tel: +33.(0)1 4524-8480

Fax: +33.(0)1 4430-6149 (*Information et services de support*)

Fax: +33.(0)1 4430-6150 (*Recherche*)

cendev.contact@oecd.org

www.oecd.org/dev

Pour vous abonner à la Lettre d'Information du Centre de développement : inscrivez-vous à www.oecd.org/oeccdirect